DARES indicateurs

avril 2016
N° 020

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL
DARES
direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 4e TRIMESTRE 2015

L'emploi augmente, le chômage recule légèrement

Au 4e trimestre 2015, l'activité économique en France croît de 0,3 %. Dans le même temps, l'emploi salarié marchand non agricole augmente (+31 800 postes) : l'emploi croît dans le secteur tertiaire hors intérim (+27 900), tout comme l'intérim (+18 900), mais les destructions d'emploi se poursuivent dans l'industrie (-8 400) et la construction (-6 600). Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie progresse nettement au 4e trimestre 2015 : +54 000 postes après +22 000 postes au trimestre précédent.

Le taux de chômage au sens du BIT baisse de 0,1 point au 4e trimestre 2015 pour s'établir à 10,0 % de la population active en France métropolitaine (10,3 % en France entière). Par rapport au trimestre précédent, 64 000 personnes supplémentaires se sont inscrites à Pôle emploi, toutes catégories confondues : le nombre d'inscrits augmente de 31 000 pour la catégorie A et de 53 000 pour les catégories A, B, C.

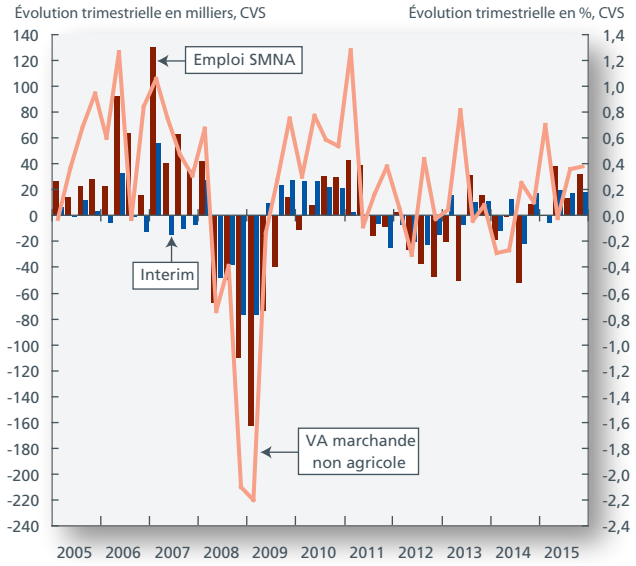
Dans la zone euro, l'activité a continué de croître (+0,3 %). Le taux de chômage au sens du BIT poursuit sa baisse à 10,5 % de la population active.

L'activité croît de 0,3 % en France au 4e trimestre 2015

Le produit intérieur brut (PIB) progresse de 0,3 % au 4e trimestre 2015, comme au trimestre précédent [1]. Pour l'année 2015, la croissance s'élève à 1,2 %.

La progression de l'activité au 4e trimestre 2015 est en partie entraînée par la demande intérieure hors stocks, qui contribue à la croissance de 0,2 point (après +0,3). Les dépenses de consommation des ménages reculent ce trimestre en lien avec les attentats du 13 novembre 2015 à Paris et la douceur des températures à l'automne (-0,1 % après +0,4 %), mais celles des administrations publiques augmentent plus fortement (+0,5 % après +0,4 %). L'investissement accélère fortement dans les entreprises non financières (+1,2 % après +0,5 %), se redresse dans les administrations publiques (+1,1 % après -0,4 %), mais continue, en revanche, de baisser pour les ménages (-1,0 % après -0,5 %). Le commerce extérieur contribue très négativement à la croissance ce trimestre encore (-0,4 point après -0,6 point) : les exportations se redressent (+1,1 % après -0,2 %) mais les importations accélèrent (+2,4 % après +1,8 %), alimentant un mouvement inhabituel de restockage des entreprises, notamment en automobiles, en produits raffinés et en biens d'équipement, contribuant à hauteur de 0,6 point à la croissance de l'activité comme au trimestre précédent.

Graphique 1
Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.
Lecture : au 4e trimestre 2015, l'emploi SMNA a augmenté de 31 800 et l'intérim a progressé de 18 900. Parallèlement, la valeur ajoutée marchande non agricole a progressé de 0,4%.
Champ : France métropolitaine (emploi) ; France entière (valeur ajoutée).
Sources : Dares, Insee.

L'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles augmente de 31 800

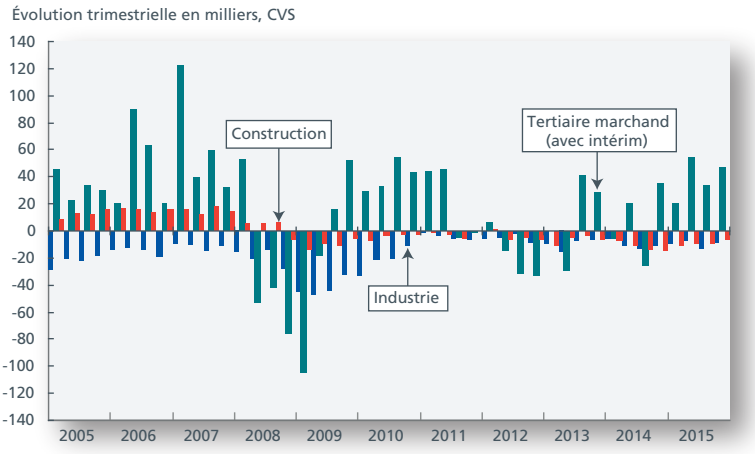
D'après les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) augmente au 4e trimestre 2015 *(1)*: il gagne 31 800 postes, après 12 900 au trimestre précédent (graphique 1, tableau 1, [2]). En 2015, l'emploi SMNA a progressé de 82 300 postes (+0,5 %), en lien avec la croissance de la valeur ajoutée marchande non agricole.

Cette croissance de l'emploi SMNA masque des évolutions divergentes entre les secteurs. La reprise de l'emploi tertiaire marchand hors intérim se confirme (+27 900 postes après +16 900 postes), mais l'emploi dans la construction reste orienté à la baisse comme depuis maintenant 7 ans (-6 600 après -8 800) et les pertes tendancielles d'emploi industriel se poursuivent (-8 400 après -12 500), à un rythme toutefois inférieur à celui des deux dernières décennies (graphique 2). L'intérim a quant à lui gagné 18 900 postes au 4e trimestre; il s'agit du 3e trimestre consécutif de forte hausse de l'emploi intérimaire (graphique 3, [3]).

Dans le secteur non marchand, l'emploi a progressé au 4e trimestre 2015 (+14 000 après +1 000). L'emploi total est ainsi en hausse: on compte 54 000 emplois supplémentaires, après +22 000 le trimestre précédent. Sur un an, entre décembre 2014 et décembre 2015, l'emploi total a augmenté de 158 000 postes (+0,6 %), après une hausse de 33 000 postes entre décembre 2013 et décembre 2014.

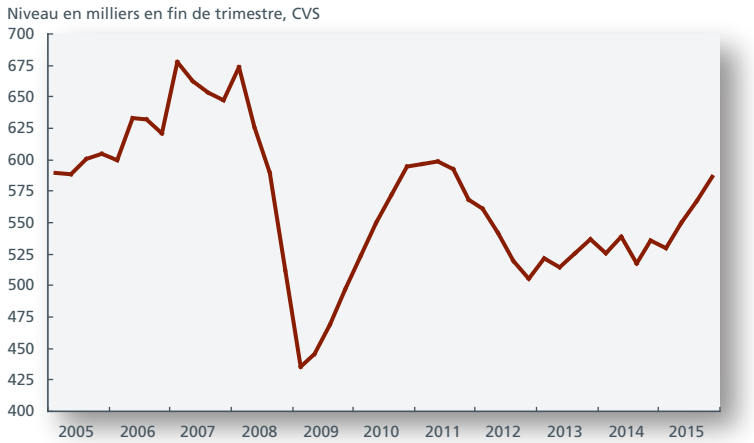
Par ailleurs, les tensions sur le marché du travail se sont réduites au 4e trimestre, poursuivant le retournement amorcé depuis un an (graphique 4, [4]). Depuis un an, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi a progressé plus vite que le nombre de nouveaux inscrits en catégories A, B et C. L'indicateur de tension, qui rapporte les offres d'emploi collectées par Pôle emploi aux entrées à Pôle emploi en catégories

Graphique 2
Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non ventilé par secteurs utilisateurs.
Lecture : au 4e trimestre 2015, l'emploi dans le tertiaire marchand a progressé de 46 800.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 3
Emploi intérimaire



Lecture : à la fin du 4e trimestre 2015, on compte 586 000 emplois en intérim.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Tableau 1
L'emploi salarié des secteurs concurrentiels

Données CVS, en fin de trimestre	2015	2014				2015				2014	2015
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers								Évolution sur un an, en %	
Secteurs marchands	**15 948**	**-19**	**-1**	**-52**	**9**	**0**	**38**	**13**	**32**	**-0,4**	**0,5**
Dont : industrie	*3 121*	*-6*	*-11*	*-13*	*-11*	*-9*	*-8*	*-13*	*-8*	*-1,3*	*-1,2*
construction	*1 313*	*-7*	*-11*	*-14*	*-15*	*-11*	*-9*	*-9*	*-7*	*-3,4*	*-2,6*
tertiaire	*11 514*	*-6*	*20*	*-25*	*35*	*20*	*54*	*34*	*47*	*0,2*	*1,4*
dont intérim	*586*	*-11*	*13*	*-21*	*18*	*-6*	*20*	*17*	*19*	*-0,2*	*9,4*
Autres (1)	10 899	24	22	22	29	22	21	9	23	0,9	0,7
Dont : non marchand privé (2)	*2 013*	*-1*	*1*	*7*	*8*	*6*	*7*	*1*	*6*	*0,8*	*1,0*
Emploi total	**26 846**	**5**	**20**	**-30**	**38**	**22**	**59**	**22**	**54**	**0,1**	**0,6**
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	*17 961*	*-19*	*0*	*-45*	*18*	*6*	*45*	*13*	*38*	*-0,3*	*0,6*

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.
(2) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, Insee.

(1) L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

A, B et C, reste toutefois sensiblement inférieur à sa moyenne de long terme *(2)* : -44 % dans le bâtiment et les travaux publics, -1 % dans l'industrie et -21 % dans le tertiaire.

Le pouvoir d'achat des salaires augmente légèrement

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) et le salaire mensuel de base (SMB) ont ralenti en données brutes (+0,1 % après +0,2 % le trimestre précédent [5]). Entre décembre 2014 et décembre 2015, le SHBOE et le SMB ont progressé respectivement de 1,1 % et 1,2 % (tableau 2, graphique 5), après une hausse de 1,4 % entre décembre 2013 et décembre 2014.

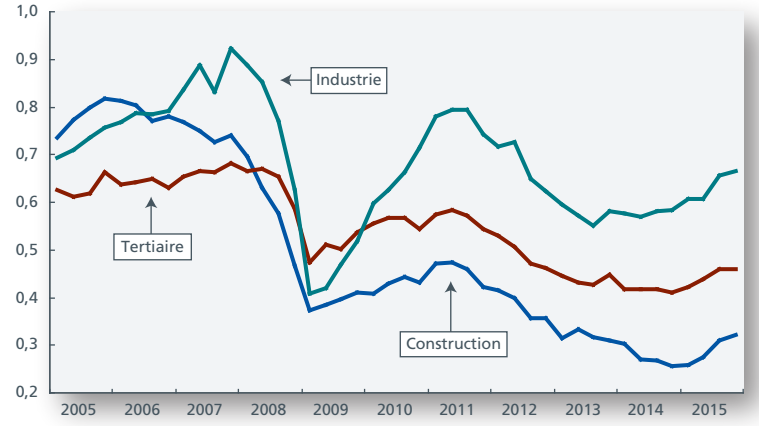
Le pouvoir d'achat des indices de salaire a fléchi au 4e trimestre 2015, du fait du rebond de l'inflation ce trimestre. Les prix à la consommation hors tabac (données brutes) ont augmenté de 0,1 % *(3)*, alors qu'ils avaient diminué de -0,5 % le trimestre précédent. En prenant en compte cette évolution des prix, le SHBOE et le SMB augmentent de 0,1 % en euros constants *(4)* après une hausse de 0,7 % au trimestre précédent. En rythme annuel, le pouvoir d'achat du SHBOE et du SMB ralentissent légèrement (+1,0 % entre décembre 2014 et décembre 2015 après +1,4 % entre décembre 2013 et décembre 2014).

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté au 4e trimestre (+0,4 % après 0,2 % au trimestre précédent). Entre le 4e trimestre 2014 et le 4e trimestre 2015, le SMPT a progressé de 1,5 %, après une croissance identique entre le 4e trimestre 2013 et le 4e trimestre 2014. Le pouvoir d'achat du SMPT *(5)* a augmenté de 1,4 % en un an, après +1,3 % l'année précédente.

L'augmentation des salaires réels est ainsi légèrement plus forte que la croissance de la productivité apparente du travail au 4e trimestre 2015 (+0,2 %) comme sur un an (+1,0 %, graphique 6).

Graphique 4
Offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur les entrées à Pôle emploi par grands domaines professionnels

Séries trimestrielles, ratio CVS



Les intitulés recouvrent des domaines professionnels et non des secteurs d'activité.

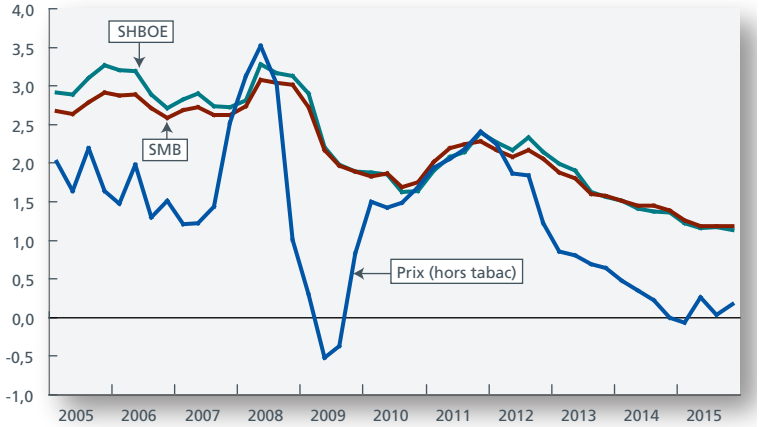
Lecture : au 4e trimestre 2015, l'indicateur de tension progresse dans les domaines de l'industrie et du BTP et baisse dans celui du tertiaire. Plus l'indicateur est proche de 1, et plus les tensions sur le marché du travail sont faibles.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Dares, Pôle emploi (statistiques du marché du travail).

Graphique 5
Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation

Évolution sur un an, en %



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.

Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (prix).

Sources : Dares, Insee.

(2) Lorsque l'indicateur augmente, les tensions sur le marché du travail sont plus faibles. Plus l'indicateur de tension est proche de 1 et plus les tensions sur le marché du travail sont faibles.

(3) L'indice des prix à la consommation d'un trimestre donné correspond à celui du dernier mois de ce trimestre.

(4) La variation en valeur réelle des salaires est mesurée en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCht).

(5) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'indice des prix à la consommation hors tabac (IPCht). Entre le 4e trimestre 2014 et le 4e trimestre 2015, l'IPCht en moyenne trimestrielle a progressé de 0,2 %, après avoir stagné entre le 4e trimestre 2013 et le 4e trimestre 2014.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et du salaire moyen par tête (en valeur nominale) et de leur pouvoir d'achat

	2014				2015				2014	2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T4	T4
	Évolution sur un trimestre, en %								Évolution sur un an, en %	
Prix à la consommation (1)	0,4	-0,1	-0,3	-0,1	0,3	0,3	-0,5	0,1	0,0	0,2
Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE)	0,7	0,3	0,2	0,2	0,5	0,3	0,2	0,1	1,4	1,1
Pouvoir d'achat du SHBOE (2)	*0,4*	*0,3*	*0,5*	*0,2*	*0,3*	*-0,1*	*0,7*	*0,1*	*1,4*	*1,0*
Salaire mensuel de base (SMB) (3)	0,6	0,4	0,2	0,1	0,5	0,3	0,2	0,1	1,4	1,2
Pouvoir d'achat du SMB (4)	*0,3*	*0,4*	*0,5*	*0,2*	*0,2*	*0,0*	*0,7*	*0,1*	*1,4*	*1,0*
Salaire moyen par tête (SMPT) (5)	0,5	0,3	0,3	0,4	0,8	0,0	0,2	0,4	1,5	1,5
Pouvoir d'achat du SMPT (6)	*0,3*	*-0,1*	*0,5*	*0,5*	*1,2*	*-0,9*	*0,6*	*0,6*	*1,3*	*1,4*

(1) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré avec le dernier mois de chaque trimestre, données brutes).
(2) La variation du SHBOE est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac des ménages appartenant au premier quintile de niveau de vie (dernier mois du trimestre).
(3) Données brutes, fin de trimestre, établissement des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.
(4) La variation du SMB est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages (dernier mois du trimestre).
(5) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.
(6) La variation du SMPT est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages moyenne du trimestre).
Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (SMPT, prix).
Sources : Dares, Insee.

Tableau 3
Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

	Entrées sur le trimestre, données brutes			Cumul des entrées sur 12 mois glissants			Nombre de bénéficiaires en fin de trimestre, données cvs		
	T4 2014	T4 2015	Évolution en %	Janv. à déc. 2014	Janv. à déc. 2015	Évolution en %	T4 2014	T4 2015	Évolution en %
Emplois aidés	**570**	**611**	**7,2**	**1 793**	**1 931**	**7,7**	**1 467**	**1 545**	**5,3**
Contrat aidé	**154**	**167**	**8,1**	**574**	**631**	**9,8**	**466**	**524**	**12,3**
CUI-CAE (1)	63	69	9,8	277	249	-10,2	201	209	3,9
CUI-CIE	14	28	93,4	49	91	86,0	30	62	107,0
Emploi d'avenir	27	22	-18,7	89	77	-13,9	112	122	9,1
Insertion par l'activité économique (IAE)	51	49	-3,8	160	215	34,6	123	131	6,0
Dont : CDDI dans les ACI (1)	*23*	*25*		*43*	*102*		*39*	*46*	
Contrat en alternance	**210**	**217**	**3,4**	**444**	**460**	**3,6**	**577**	**589**	**2,1**
Apprentissage	130	135	3,8	271	276	2,0	390	393	0,7
Contrat de professionnalisation	80	83	2,7	173	184	6,2	187	196	5,0
Autre emploi aidé (2)	**205**	**227**	**10,5**	**775**	**840**	**8,5**	**424**	**433**	**2,1**
Formation des personnes en recherche d'emploi	**165**	**168**	**2,0**	**643**	**653**	**1,5**	**248**	**252**	**1,5**
Ensemble (3)	**735**	**779**	**6,0**	**2 436**	**2 584**	**6,1**	**1 715**	**1 797**	**4,8**

	Évolutions trimestrielles des bénéficiaires, en milliers, données cvs				Évolution annuelle en milliers
	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	
Emplois aidés	**8**	**18**	**22**	**31**	**78**
Contrat aidé	**11**	**23**	**6**	**17**	**58**
CUI-CAE (1)	1	4	-4	7	8
CUI-CIE	5	11	8	8	32
Emploi d'avenir	4	4	2	1	10
Insertion par l'activité économique (IAE)	1	5	0	1	7
Dont CDDI dans les ACI (1)	*6*	*1*	*0*	*0*	*7*
Contrat en alternance	**-3**	**-2**	**12**	**5**	**12**
Apprentissage	-4	-2	7	1	3
Contrat de professionnalisation	1	0	5	4	9
Autre emploi aidé (2)	**-1**	**-4**	**4**	**9**	**9**
Formation des personnes en recherche d'emploi	**7**	**4**	**-1**	**-6**	**4**
Ensemble (3)	**14**	**22**	**21**	**26**	**82**

(1) Depuis le 1er juillet 2014, les salariés embauchés par des ateliers ou chantiers d'insertion (ACI) ne peuvent plus l'être en CUI-CAE, mais uniquement en CDDI, expliquant la bascule entre les 2 dispositifs.
(2) Les autres emplois aidés regroupent les dispositifs ciblés sur les territoires en difficulté, les exonérations sur les embauches de jeunes en CDI, les contrats de génération, l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, et l'accompagnement des restructuration (ATD).
(3) Les flux d'entrées correspondent à des nouvelles embauches ou à des reconductions des contrats existants, à l'exception de certains contrats de l'IAE (dans les associations intermédiaires (AI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), seules les nouvelles embauches sont comptabilisées). Les stocks correspondent à des bénéficiaires en fin de trimestre, sauf pour ces contrats de l'IAE et pour les dispositifs d'exonération où il s'agit du nombre de bénéficiaires au cours du dernier mois du trimestre.
Champ : France métropolitaine
Sources : Dares, ASP, Acoss, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale, données provisoires ou estimées.

Hausse des bénéficiaires d'emplois aidés

Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés *(6)* est en constante progression depuis le début de l'année 2013 et augmente encore ce trimestre de 17 000 pour atteindre 524 000 salariés fin décembre 2015 (tableau 3). Cette hausse est portée à la fois par les CUI-CIE, dont le nombre de bénéficiaires augmente ce trimestre de 8 000, et par les CUI-CAE dont le nombre de bénéficiaires augmente de 7 000. Sur un an, le nombre de salariés en CUI-CIE a doublé, sous l'effet de la hausse de l'enveloppe financière allouée en 2015 à ces contrats. Le nombre de jeunes en emploi d'avenir est stable au 4e trimestre 2015 mais progresse de 10 000 sur un an (+9,1 %).

Les effectifs en contrat de professionnalisation continuent à croître au 4e trimestre, tandis que les effectifs en apprentissage se stabilisent après une hausse au 3e trimestre, portée notamment par l'embauche d'apprentis mineurs, dont les employeurs bénéficient de l'aide « TPE jeunes apprentis ». Au total, le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance augmente de 5 000 au 4e trimestre 2015 et de 12 000 sur un an (+2,1 %).

Le nombre de personnes en recherche d'emploi en formation serait en baisse ce trimestre (-6 000) mais globalement en hausse sur l'année 2015 (+4 000).

Quasi-stabilité du taux de chômage au sens du BIT sur le trimestre

Au 4e trimestre 2015, en France métropolitaine, 10,0 % de la population active était au chômage au sens du BIT *(7)*, soit une baisse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent (tableau 4, graphique 8). Le nombre de chômeurs a diminué de 47 000 par rapport au trimestre précédent et atteint 2 860 000 personnes en moyenne sur le trimestre.

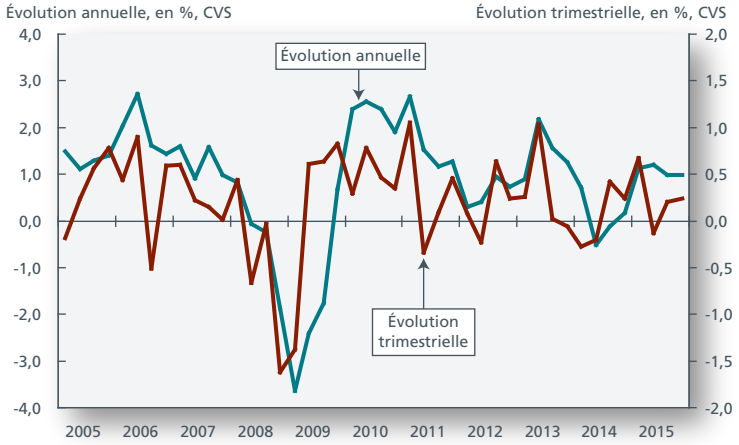
Par rapport au 3e trimestre 2015, le taux de chômage des hommes a diminué de 0,1 point et celui des femmes de 0,2 point, pour s'établir respectivement à 10,5 % et 9,4 % (graphique 9). Le taux de chômage des moins de 25 ans diminue de 0,3 point pour atteindre 24,0 %, celui des 25-49 ans est en baisse de 0,1 point pour s'établir à 9,3 % et celui des seniors décroît de 0,1 point pour atteindre 6,9 % (tableau 4).

Sur un an, entre le 4e trimestre 2014 et le 4e trimestre 2015, le taux de chômage a diminué de 0,1 point en France métropolitaine (stable pour les hommes, -0,3 point pour les femmes). On dénombre, au 4e trimestre 2015, 53 000 chômeurs de moins qu'un an auparavant.

(6) Le champ de cette publication porte sur les dispositifs spécifiques de politique de l'emploi et la formation des demandeurs d'emploi. Les contrats aidés couvrent les CUI-CAE, les emplois d'avenir (y compris professeur), les CUI-CIE et les contrats dans les structures de l'IAE ; les contrats en alternance sont ceux d'apprentissage et de professionnalisation ; les autres emplois aidés regroupent les exonérations ciblées sur les territoires en difficultés, l'emploi aidé au titre de l'accompagnement des restructurations (ATD), l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise, les contrats de génération et l'exonération de cotisations chômage sur les embauches de jeunes en CDI.

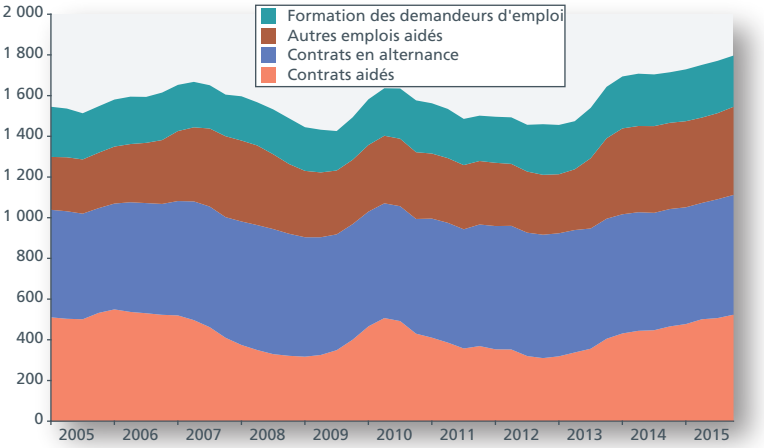
(7) 10,3 % en France (y compris Dom).

Graphique 6
Productivité par tête



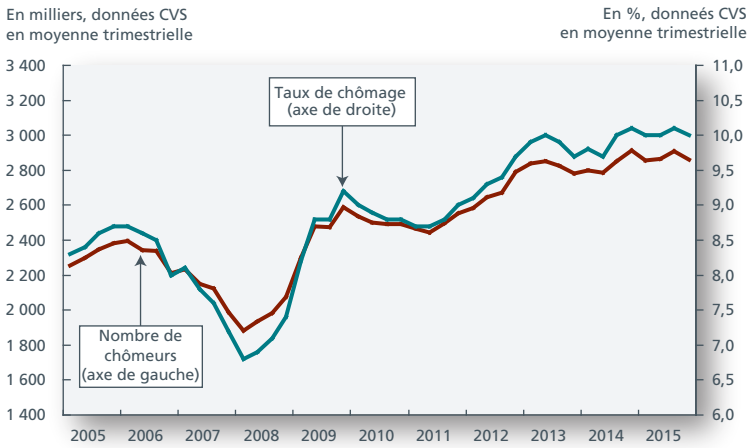
Lecture : au 4e trimestre 2015, la productivité par tête a augmenté de 1,0 % par rapport au 4e trimestre 2014.
Champ : secteurs principalement marchands non agricoles, France métropolitaine (estimation Dares).
Sources : Dares, Insee.

Graphique 7
Évolution des bénéficiaires des dispositifs spécifiques des politiques de l'emploi



Champ : France métropolitaine.
Source : DARES, ASP, Acoss, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale ; données provisoires ou estimées.

Graphique 8
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT



Estimation du taux de chômage à +/- 0,3 point (intervalle de confiance à 95 %) depuis le 3e trimestre 2010.
Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 4
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	Nombre de chômeurs			Taux de chômage		
	Niveau T3 2015 (p) (en milliers)	Variation T3 2015 / T4 2015 (en milliers)	Variation T4 2014 / T4 2015 (en milliers)	Niveau T4 2015 (p) (en %)	Variation T3 2015 / T4 2015 (en points)	Variation T4 2014 / T4 2015 (en points)
Hommes	1 565	-18	-11	10,5	-0,1	0,0
Femmes	1 295	-29	-42	9,4	-0,2	-0,3
Moins de 25 ans	646	-7	4	24,0	-0,3	0,0
25-49 ans	1 651	-30	-62	9,3	-0,1	-0,2
50 ans ou plus	563	-10	5	6,9	-0,1	0,0
Ensemble	**2 860**	**-47**	**-53**	**10,0**	**-0,1**	**-0,1**

(p) Résultats provisoires.
Estimation à +/- 0,3 point près du taux de chômage.
Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.
Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.
Sources : Insee, enquête Emploi.

Tableau 5
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données CVS, en fin de trimestre	Nombre de demandeurs d'emploi au T4 2015 (en milliers)	Variation trimestrielle T3 2015 / T4 2015 (en milliers)	Variation annuelle T4 2014 / T4 2015 (en milliers)	Évolution trimestrielle T3 2015 / T4 2015 (en %)	Évolution annuelle T4 2014 / T4 2015 (en %)
Catégories A, B, C, D, E (ensemble des inscrits)	**6 177**	**64**	**300**	**1,0**	**5,1**
Catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi)	5 478	53	260	1,0	5,0
Catégorie A (sans activité)	3 581	31	88	0,9	2,5
Catégories B, C (exerçant une activité réduite)	1 898	22	171	1,2	9,9
Catégorie B (activité réduite courte)	715	-2	36	-0,2	5,3
Catégorie C (activité réduite longue)	1 183	24	136	2,0	13,0
Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	274	-5	-3	-1,7	-1,0
Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi)	425	16	43	3,8	11,3
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée	**2 470**	**43**	**215**	**1,8**	**9,5**
Part des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée (en % et en point)	45,1%	+0,4 pt	+1,9 pt	-	-

Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Poursuite de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

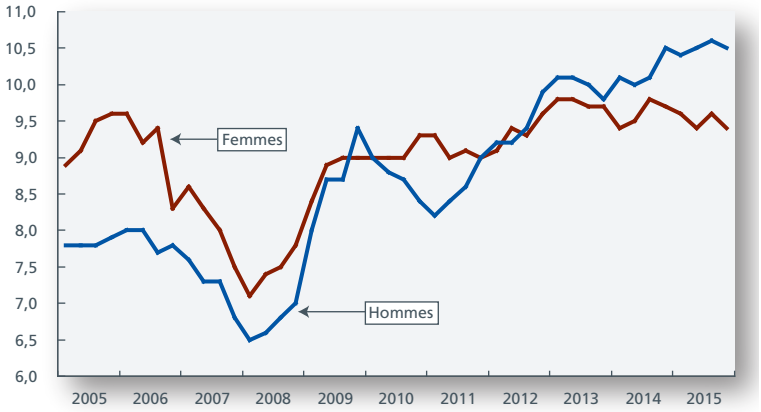
À la fin du 4e trimestre 2015, 6 177 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D, E), soit une hausse de 64 000 par rapport à la fin du 3e trimestre 2015 et de 300 000 par rapport à la fin du 4e trimestre 2014 (tableau 5, [7]).

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) a poursuivi sa hausse au 4e trimestre 2015, à un rythme plus soutenu que le trimestre précédent (+53 000, après +39 000, graphique 10) pour atteindre 5 478 000 personnes à la fin du 4e trimestre 2015.

Au 4e trimestre 2015, le nombre des entrées en catégories A, B, C est supérieur à celui des sorties, ce qui explique que le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans ces catégories augmente par rapport au 3e trimestre. L'accélération de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C ce trimestre résulte d'une augmentation des sorties *(8)* cumulées moindre que celle des entrées (+15 000 sorties et +26 000 entrées) (graphique 12).

Graphique 9
Taux de chômage au sens du BIT par sexe

En %, données CVS en moyenne trimestrielle



Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

(8) Le niveau des sorties de catégories A, B, C a été affecté aux 2e et 3e trimestres 2015 par les particularités de la campagne d'actualisation de mai 2015 et la mise en œuvre des nouveaux traitements (pour plus de détail : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/incidents_chgts_procedure.pdf). Ces événements ont vraisemblablement un impact à la baisse sur l'évolution des sorties entre le 3e et le 4e trimestre 2014, et à la hausse entre le 4e trimestre 2014 et le 4e trimestre 2015.

Sur un an, entre le 4e trimestre 2014 et le 4e trimestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a augmenté de 260 000, après +311 000 sur l'année précédente.

Après une stabilité au 3e trimestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi (catégorie A) augmente au 4e trimestre 2015 (+31 000, graphique 11). Les demandeurs d'emploi en catégorie A et les chômeurs au sens du BIT ne se recoupent que partiellement : un chômeur au sens du BIT peut ne pas être en catégorie A, et inversement (voir encadré 5 de [11]). Entre le 4e trimestre 2014 et le 4e trimestre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A s'est accru de 88 000, après +185 000 l'année précédente.

L'augmentation au 4e trimestre 2015 du nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C) est moins soutenue qu'au trimestre précédent (+22 000, après +39 000). L'activité réduite longue (de plus de 78 heures dans le mois, catégorie C) explique la totalité de cette hausse (+24 000 ce trimestre contre -2 000 pour la catégorie B), alors que 62 % des demandeurs d'emploi en activité réduite sont en catégorie C en décembre 2015.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée, c'est-à-dire inscrits depuis au moins un an en catégories A, B, C, s'est poursuivie au 4e trimestre 2015 : +43 000 sur le trimestre et +215 000 sur un an. La part des inscrits depuis au moins un an parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C atteint 45,1 % à la fin du 4e trimestre 2015. Sur un an, cette part a augmenté de 1,9 point.

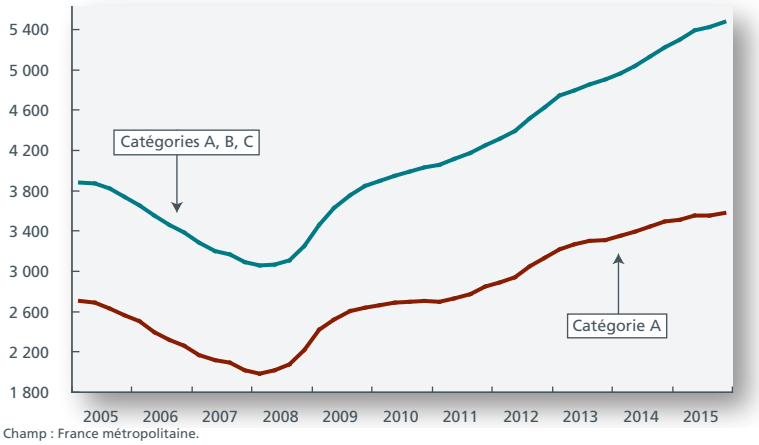
Dans la zone euro, le chômage recule et la croissance reste stable

Dans la zone euro, le PIB a augmenté de 0,3 % au 4e trimestre 2015, après une hausse identique au trimestre précédent [9]. Sur un an, l'activité progresse de 1,6 %. Par pays, la croissance s'élève à +0,8 % en Espagne et +0,3 % en Allemagne, pour le deuxième trimestre consécutif. En Italie l'activité progresse plus faiblement (+0,1 % après +0,2 %). En France, l'activité augmente de 0,3 % comme au trimestre précédent (soit +1,4 % sur un an). Par ailleurs, en dehors de la zone euro, le PIB du Royaume-Uni s'accroît de +0,5 % (après +0,4 %).

Le taux de chômage au sens du BIT en zone euro baisse depuis un an. Il s'établit à 10,5 % de la population active ce trimestre, après 10,7 % au 2e trimestre et 11,4 % un an auparavant (graphique 13, [10]). En particulier, le chômage s'est réduit en Allemagne (4,4 % après 4,6 % au trimestre précédent, et 4,9 % un an auparavant) et en Espagne (20,9 % après 21,7 % au trimestre précédent et 23,7 % un an auparavant), alors qu'il se stabilise à 11,5 % en Italie (12,8 % un an auparavant). Au Royaume Uni, le taux de chômage est aussi orienté à la baisse (5,0 % après 5,3 %,

Graphique 10
Demandeurs d'emploi par catégorie

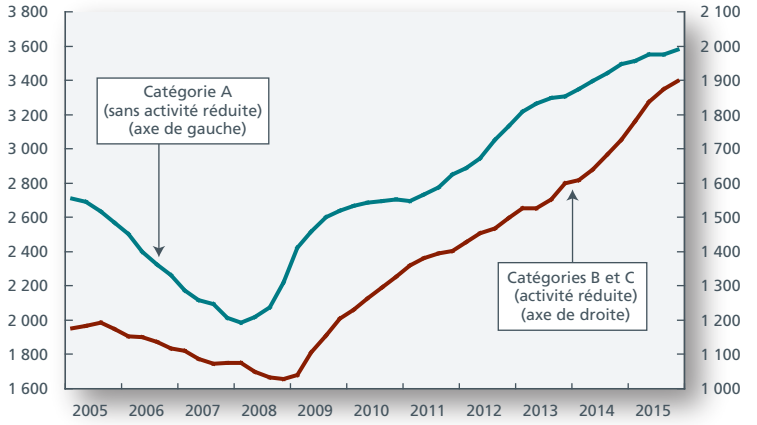
En milliers, données CVS-CJO en fin de trimestre



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Graphique 11
Demandeurs d'emploi et activité réduite

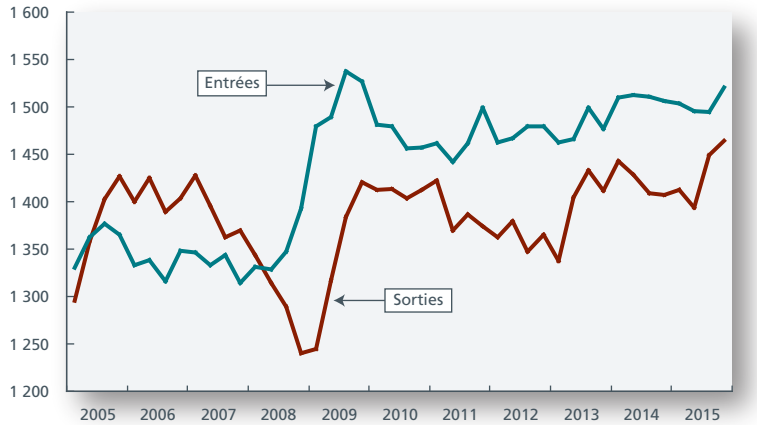
En milliers, données CVS-CJO en fin de trimestre



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Graphique 12
Entrées et sorties de catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO cumulées sur le trimestre



Note : il s'agit des entrées et sorties depuis ou vers les catégories A, B, C cumulées sur le trimestre, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre). Les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés. Les mouvements depuis ou vers les catégories D et E sont ici comptabilisés.
Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

et 5,7 % un an auparavant). En France, le taux de chômage diminue également selon l'Insee : 10,3 % de la population active est au chômage au 4e trimestre, après 10,4 % au 3e trimestre 2015 et 10,5 % un an auparavant.

Aux États-Unis, l'activité ralentit ce trimestre (+0,3 % après +0,5 %, soit +1,9 % sur un an). Le taux de chômage poursuit sa baisse : il s'établit à 5,0 % au 4e trimestre 2015 après 5,2 % et 5,7 % un an auparavant (graphique 14). Enfin, le PIB japonais diminue ce trimestre (-0,3 % après +0,3 %, soit +0,8 % sur un an), tandis que le taux de chômage continue sa décrue (3,2 % après 3,4 % au trimestre précédent, et 3,5 % un an auparavant).

DARES*

***Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Adèle Gouttes et Thierry Ziliotto et composée de Rémi Beauvoir, Anthony Bouvier, Justine Durand, Adèle Gouttes, Marie Rey et Thierry Ziliotto**

Pour en savoir plus

[1] Insee (2016), «Au quatrième trimestre 2015, le PIB progresse de 0,3 %, ce qui porte sa croissance sur l'ensemble de l'année à +1,1 % », *Informations Rapides* n° 51, février.

[2] Insee, Dares (2016), « L'emploi augmente de nouveau au quatrième trimestre 2015», *Informations Rapides* n° 61, mars.

[3] Lebrault G. (2016), « L'emploi intérimaire poursuit sa hausse au 4e trimestre 2015», *Dares Indicateurs* n° 018, mars.

[4] Croguennec Y. (2016), « Les tensions sur le marché du travail au 4e trimestre 2015 », *Dares Indicateurs* n° 012, février.

[5] Pignier J. (2016), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4e trimestre 2015 - Résultats provisoires », *Dares Indicateurs* n° 010, février.

[6] Insee (2016), « Le taux de chômage diminue de 0,1 point au quatrième trimestre 2015», *Informations Rapides* n° 60, mars.

[7] Dares, Pôle emploi (2016), « Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en janvier 2016 », *Dares Indicateurs* n° 011, février.

[8] http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/la-statistique-mensuelle-du-marche-du-travail-stmt

[9] Eurostat (2016), « Le PIB en hausse de 0,3 % dans la zone euro et de 0,4 % dans l'UE28 », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 46, mars.

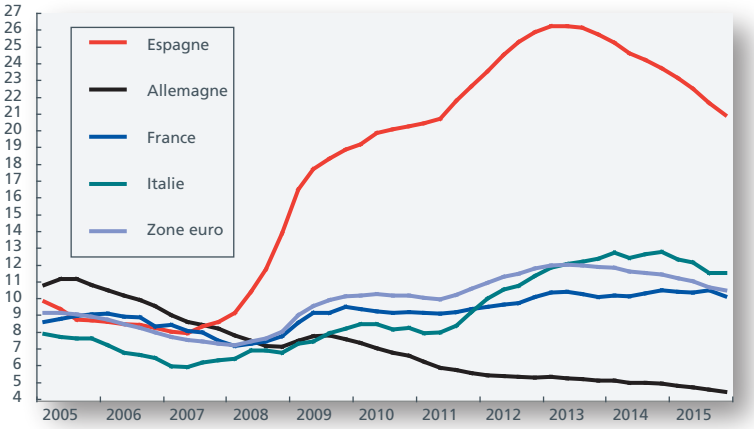
[10] Eurostat (2016), « Le taux de chômage à 10,3 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 41, mars.

[11] Dares (2015), « Emploi, chômage, population active : bilan de l'année 2014 », *Dares Analyses* n° 050, juillet.

[12] Insee (2014), « Chômage au sens du BIT - résultats de l'enquête Emploi 2013: différences d'évolutions avec les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi », *Communiqué de presse* du 6 mars 2014, fiche 1.

Graphique 13
Taux de chômage en zone euro

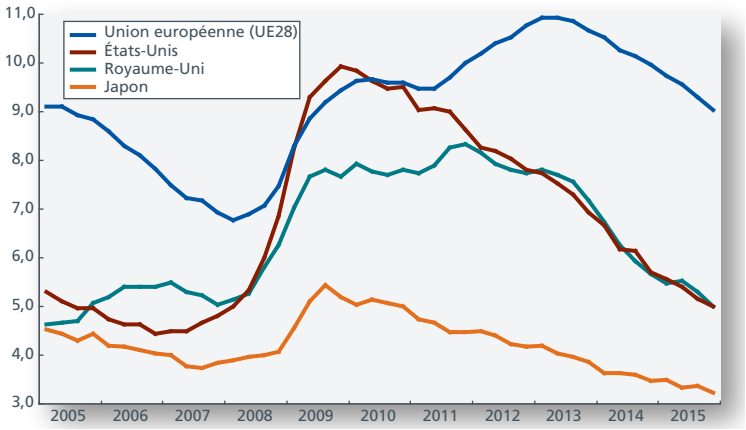
En % de la population active, données CVS en moyenne trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.
Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les Dom.
Lecture : au 4e trimestre 2015, le taux de chômage de l'Espagne est de 20,9 %.
Source : Eurostat.

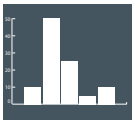
Graphique 14
Taux de chômage dans le monde

En % de la population active, données CVS en moyenne trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.
Lecture : au 4e trimestre 2015, le taux de chômage de l'Union européenne est de 9,0 %.
Source : Eurostat.

Données des graphiques et tableaux accessibles au format excel



DARES INDICATEURS
est édité par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.
http://dares.travail-emploi.gouv.fr
(Rubrique Études et synthèses)
Directrice de la publication : **Selma Mafhouz**
Rédactrice en chef : **Anne Delahaye.**
Secrétariat de rédaction : **Marie Avenel, Thomas Cayet.**
Maquettistes : **Guy Barbut, Sarah Benkhemiche, Thierry Duret, Bruno Pezzali.**
Conception graphique et impression : ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr
Abonnement aux avis de parution de la Dares (http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/avis-de-parution/article/abonnement)
Dépôt légal : à parution.
Numéro de commission paritaire : 3124 AD.
ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.